

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

DECISIONS DU MAIRE N°2023-06

DECISION DU 13 FEVRIER 2023 PORTANT SIGNATURE D'UN CONTRAT DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE MAIRIE EN CABINET MEDICAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,
Considérant que le Maire est autorisé à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services dont le montant est inférieur aux seuils de marchés formalisés définis par le Code de la Commande Publique, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont ouverts au budget
Considérant qu'il convient de réhabiliter les locaux de l'ancienne mairie afin de pouvoir ouvrir un centre de santé dans le cadre du partenariat avec le GIP « Ma santé, ma Région »
Considérant qu'il convient de nommer un maître d'œuvre afin de suivre le chantier
Considérant que l'enveloppe financière affectée aux travaux est fixée à 91 000 € HT et que le forfait de rémunération est fixé à 7000 € HT

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

- **D'APPROUVER** le contrat de maitrise d'œuvre pour la réhabilitation de l'ancienne mairie en cabinet médical pour un montant forfaitaire de rémunération fixé à 7 000 € HT
- **DE CONFIRMER** que les dépenses susvisées sont inscrites au budget
- **DE DIRE** que la présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier d'Alès

A Saint Hilaire de Brethmas,

Le 13 février 2023



Le Maire,

Jean-Michel PERRET

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.

REÇU EN PREFECTURE

le 17/02/2023

Décision n° 2023-06 Application agréée E-legalite.com

99_DE-030-213002595-20230213-2023_06D-DE